

SIGNIFICATIF MOUVEMENT DE GREVES ET DE MANIFESTATIONS CE JEUDI 20 NOVEMBRE

Dans les écoles, les collèges et lycées comme les universités,
une grève suivie pour le service public, l'emploi, les statuts dans le monde éducatif.

Au-delà de ce jeudi, l'action des personnels et des étudiants sont appelés à se poursuivre

- ❖ Lundi 24 novembre : appel à soutenir les élus SNESUP qui s'opposeront au décret statutaire au CTPU
- ❖ Mardi 25 : Journée d'action dans les IUT (voir ci-contre)
- ❖ Jeudi 27 novembre : soyons debout !

Pour arrêter la politique du coup de force permanent dans l'enseignement supérieur et la recherche, pour marquer notre opposition à l'éclatement du CNRS et de tous les organismes, à la mise en place d'une concurrence effrénée à tous les niveaux, au développement de la précarité, nous appelons les personnels de la recherche et de l'enseignement supérieur, ainsi que les étudiants à manifester le 27 novembre partout et sous toutes les formes possibles.

**27 novembre à 8 h au siège du CNRS :
Bloquons le Conseil d'Administration**

Manifestation à 11 h : « *déménagement* » du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche à l'ANR.

***En régions : actions fortes
dans des lieux symbolisant le pouvoir.***

Nous demandons :

- *l'arrêt du démantèlement du système français de recherche, un moratoire sur toutes les réformes autoritaires en cours* (organismes, modulation, "mastérisation", etc.), *l'abandon du décret sur le statut des enseignants-chercheurs et du projet de contrat doctoral avec salaire « à la carte »*. Le ministère doit prendre l'avis de toutes les instances et ouvrir de vraies négociations avec toutes les organisations représentatives.

- *une réelle augmentation du budget avec un plan pluriannuel de créations d'emplois statutaires, le rétablissement des emplois statutaires et allocations supprimés en 2009*, pour répondre aux besoins de recherche et de formation des étudiants.

A l'appel de :

FSU (SNESUP, SNCS, SNEP, SNASUB) – CGT (SNTRS, FERC Sup, CGT INRA)
UNSA (Sup-Recherche, SNPTES) – CFDT (SGEN Recherche EPST)
Solidaires (Sud Recherche EPST- Sud Education) – UNEF – SLR – SLU

Voir texte complet sur le site du SNESUP : www.snesup.fr

Une absolue priorité, amplifier les signatures

Pour mettre en échec l'explosion des statuts,
appel intersyndical et associatif

<http://www.recherche-enseignement-superieur.fr>

« L'éducation nationale en danger :
pour une vraie formation des enseignants »

<http://appeldu8novembre.fr>

**LE SNESUP A DEPOSE UN PREAVIS DE GREVE QUI
COUVRE TOUTE LA SEMAINE DU 24 AU 28 NOVEMBRE**

Défendre le rôle et le potentiel des IUT

Alors que le gouvernement parle à l'envi de « professionnalisation », il poursuit les attaques qui visent depuis plusieurs années les formations universitaires, technologiques et professionnelles qui ont fait leurs preuves (IUP, DEUST, Master Pro, formations d'enseignants et IUFM). Ce sont maintenant les IUT qu'il veut faire disparaître ou dénaturer. Il est vrai que leurs formations, validées par des diplômes nationaux, et construites collégialement, soucieuses de l'accès et de la réussite de tous les bacheliers, demandent des moyens importants.

La loi LRU, que le SNESUP dénonce, permet d'amplifier ces attaques. L'abandon du fléchage des moyens dans le cadre du budget global laisse les conseils d'université et leurs présidents libres de diminuer les moyens des IUT pour les affecter à d'autres formations ou activités de l'université, concourant ainsi à la concurrence entre universités et au développement d'universités à plusieurs vitesses. La modification des critères d'attribution des moyens au niveau national affaiblirait leur montant pour les filières technologiques, ce qui se répercuterait mécaniquement au niveau local. Les présidents se sont vus donner des pouvoirs exorbitants en matière de gestion du personnel. La loi prive aussi les instituts internes des commissions mixtes d'audition qui existaient jusqu'ici pour le recrutement de leurs enseignants-chercheurs.

La communauté des IUT s'alarme et se mobilise !

Depuis leur création, les IUT jouent un rôle essentiel pour former des cadres intermédiaires dont la société a besoin, pour permettre aussi à de nombreux étudiants issus des milieux défavorisés de réussir des études supérieures et pour contribuer au maillage universitaire du territoire. Ils délivrent un diplôme national garanti par un programme national (contenu pédagogique, volume horaire, ...), élaboré en concertation. Ils ont mis en œuvre parmi les premiers des modalités pédagogiques innovantes permettant la réussite du plus grand nombre (TD en groupes réduits, nombreux TP, projets, ...). Ils ont développé un fort lien formation / monde professionnel tant par les stages et la présence de professionnels intervenant dans les formations, que par la mise en place de nouvelles formations (Licences Professionnelles) ou l'essor de recherches technologiques.

A un moment où le gouvernement dit vouloir lutter contre l'échec en licence, les composantes des universités que sont les IUT doivent pouvoir continuer à favoriser la réussite d'un plus grand nombre d'étudiants et permettre les poursuites d'études. Cela exige une tout autre politique gouvernementale tant en matière d'évaluation que d'attribution des moyens et des postes. Cela exige aussi la prise en compte de l'ensemble des activités des enseignants-chercheurs et enseignants. Au contraire, la modulation des services prévue par le gouvernement, risquerait de s'abattre lourdement sur les collègues des IUT impliqués dans de multiples tâches pédagogiques.

L'ADIUT a décidé d'une journée d'action le 25 Novembre. Le SNESUP appelle les collègues à y participer pour défendre les IUT et leurs personnels, leur place dans leurs universités et les formations technologiques universitaires. Il les appelle à informer les étudiants, à intervenir auprès des élus locaux, des syndicats de salariés, de la presse locale.